COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
Du 30 avril au 6 mai 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

- Coopération Régionale……3
- COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN: L'ASSOCIATION DES PARLEMENTAIRES DES PAYS MEMBRES LANCÉE
- L'association des parlementaires des pays membres de la COI prend un nouvel essor
- LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : Le plan Marshall intégré dans le prochain budget
- Coopération Régionale : Le programme Interreg « Océan Indien » augmenté de 80 %
- L'association des parlementaires de la zone océan Indien planche sur un programme de "paix et stabilité"
- Interview Marie - Joseph Malé (Président-Directeur Général)……13
- «Air Austral prévoit d'augmenter ses fonds propres»
- Pêche ……14
- PREMIÈRE DE "VEY NOU LAGON" : Émouvant plaidoyer d'Alain Wong pour la protection de nos lagons
- Environnement……17
- Exposition : « le peuple caché » s'illustre au pays
- Sécurité Alimentaire……18
- Sécurité alimentaire : les autorités mauriciennes s'intéressent au riz de Madagascar
- SÉMINAIRE DU 30 MAI AU 2 JUIN : La sécurité alimentaire régionale évoquée par la COI et la FAO
- Tourisme……19
- Continuer sur la bonne lancée

LeDEFIMEDIAGROUP

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN: L'ASSOCIATION DES PARLEMENTAIRES DES PAYS MEMBRES LANCÉE

06/05/2016



De g. à dr. Jean-Max Rakotomamonjy (Madagascar), Maya Hanoomanjee, Speaker de l'Assemblée nationale, Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI.

C'est le jeudi 5 mai que le projet d'une association des parlementaires de la COI, qui date de 1997, a été officiellement lancé. Une charte a notamment été adoptée.

Une vingtaine de parlementaires de Maurice, de Madagascar, de la France/Réunion, de l'Union des Comores et des Seychelles, s'étaient réunis du 4 au 5 mai à l'hôtel Le Méridien, à Pointe-aux-Piments. Ils ont officialisé jeudi après-midi la relance de l'Association des parlementaires des pays membres de la Commission de l'océan Indien (AP-COI). À l'issue de la conférence constituante, les parlementaires ont adopté une charte ainsi qu'une déclaration commune et un plan de travail. L'association planchera sur un programme régional intitulé Paix et stabilité.

La nouvelle AP-COI a été présentée à la presse, hier, par la Speaker de l'Assemblée nationale de Maurice, Maya Hanoomanjee et le Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac. Ils étaient entourés du nouvel exécutif constitué du président Jean-Max Rakotomamonjy (Madagascar), des vice-présidents Nassimou Ahamadi (l'Union des Comores) et Jean Jacques Vlody (France/Réunion) et du rapporteur André Pool (Seychelles).

Si le projet d'une association des parlementaires de la COI date de 1997, elle ne s'était pas concrétisée jusqu'ici. Selon Maya

Hanoomanjee, l'AP-COI est appelée à jouer un « rôle actif » dans « la stabilité politique et la bonne gouvernance ». Elle aidera au « renforcement des institutions démocratiques », a-t-elle insisté lors du point de presse.

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Jean-Claude de l'Estrac, a, pour sa part, déclaré que l'AP-COI sera « une instance particulièrement utile au dialogue politique et un instrument de coopération régionale au service de l'approfondissement de la culture démocratique ».

L'AP-COI sera basée à Maurice et son secrétariat a, entre autres attributions principales, celui d'assurer le bon fonctionnement administratif, de veiller à l'exécution des décisions et de soutenir les activités des branches nationales. Selon Maya Hanoomanjee, trois projets prioritaires figurent sur la liste de l'AP-COI. Ils sont la promotion des intérêts des petits États insulaires en développement, une réflexion sur le post-Cotonou et la promotion de la démocratie et l'implication des femmes en politique.

Les ressources de l'AP-COI pour réaliser ces projets proviendront des cotisations annuelles des pays membres, des contributions volontaires et d'autres organisations ou institutions régionales et internationales. Le principal défi de l'association, souligne Maya Hanoomanjee, est « sa pérennisation afin qu'elle puisse agir sur le long terme et porter une voix crédible sur le plan régional et international ».

Les parlementaires mauriciens présents à Pointe-aux-Piments, hier, sont : Mahen Jhugroo, Zouber Joomaye, Sandhya Boygah, Marie-Claire Monty, Eddy Boissézon et Francisco François.

http://defimedia.info/commission-de-locean-indien-lassociation-des-parlementaires-des-pays-membres-lancee-27837/

ION NEWS

L'association des parlementaires des pays membres de la COI prend un nouvel essor

May 05, 2016



Une vingtaine de parlementaires de l'Union des Comores, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et de la France/Réunion sont réunis, depuis ce mercredi 4 mai, à Pointe-aux-Piments. Ils travaillent sur la relance de l'Association des parlementaires des pays membres de la Commission de l'océan Indien (AP-COI). Cette conférence constituante s'achève ce jeudi 5 mai, avec l'adoption d'une charte, d'une déclaration commune et d'un plan de travail.

Si le projet d'une association des parlementaires de l'Indiaocéanie date de 1997, elle ne s'est cependant pas concrétisée jusqu'ici. *« Faute de financement »* mais aussi à cause des *« crises politiques qui ont touché certains pays membres »*, détaille la COI dans un communiqué.

L'AP-COI est appelée à jouer un *« rôle actif »* dans *« la stabilité politique et la bonne gouvernance ».* Elle aidera ainsi au*« renforcement des institutions démocratiques »,* insiste la présidente de l'Assemblée nationale de Maurice, Maya Hanoomanjee.

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Jean Claude de l'Estrac, rejoint les propos de la Speaker. Il déclare que l'AP-COI sera *« une instance particulièrement utile au dialogue politique et un instrument de coopération régionale au service de l'approfondissement de la culture démocratique »*.

Avant toute chose, le principal défi de cette *« diplomatie parlementaire »,* affirme Maya Hanoomanjee, sera *« la pérennisation de l'association afin qu'elle puisse agir sur le long terme et porter une voix crédible sur le plan régional et international »*.

Jean Claude de l'Estrac défend, quant à lui, la nécessité de *« définir le champ d'action »* de l'association des parlementaires de la COI, dans le cadre de «*la prévention et la résolution des crises* » en vue de la mise en œuvre prochaine d'un programme régional « *paix et stabilité* ».

http://ionnews.mu/lassociation-des-parlementaires-des-pays-membres-de-la-coi-prend-nouvel-essor-050516/

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

L'association des parlementaires de la zone océan Indien planche sur un programme de "paix et stabilité"

Samedi 30 Avril



L'association des parlementaires des pays membres de la Commission de l'océan Indien (AP - COI) se réunit à l'île Maurice les 4 et 5 mai 2016 prochains. L'association planchera sur un un programme régional intitulé "paix et stabilité", lors de cette conférence présidée par Mme Maya Hanoomanjee, présidente de l'assemblée nationale mauricienne. Les parlementaires des pays membres de la COI seront appelés à examiner et adopter les documents constituant l'association à savoir une charte, un plan de travail et une déclaration.

L'AP-COI, de par la mise en réseau des parlementaires de la zone, "est appelée à jouer un rôle clé dans la promotion de la stabilité politique et le renforcement des institutions démocratiques notamment dans la perspective d'un futur programme régional "paix et stabilité" sur financement du 11ème Fonds européen de développement (FED)" est-il indiqué dans un communiqué de la commission de l'océan Indien (COI).

http://www.ipreunion.com/actualites/reportage/2016/04/30/ile-maurice-l-association-des-parlementaires-de-la-zone-ocean-indien-planche-sur-un-programme-de-paix-et-stabilite,43307.html

orange actu Réunion

L'association des parlementaires de la zone océan Indien planche sur un programme de "paix et stabilité"



L'association des parlementaires des pays membres de la Commission de l'océan Indien (AP - COI) se réunit à l'île Maurice les 4 et 5 mai 2016 prochains. L'association planchera sur un un programme régional intitulé "paix et stabilité", lors de cette conférence présidée par Mme Maya Hanoomanjee, présidente de l'assemblée nationale mauricienne. Les parlementaires des pays membres de la COI seront appelés à examiner et adopter les documents constituant l'association à savoir une charte, un plan de travail et une déclaration.

L'AP-COI, de par la mise en réseau des parlementaires de la zone, "est appelée à jouer un rôle clé dans la promotion de la stabilité politique et le renforcement des institutions démocratiques notamment dans la perspective d'un futur programme régional "paix et stabilité" sur financement du 11ème Fonds européen de développement (FED)" est-il indiqué dans un communiqué de la commission de l'océan Indien (COI).

https://reunion.orange.fr/actu/ocean-indien/l-association-des-parlementaires-de-la-zone-ocean-indien-planche-sur.html

DomTomActu.com
Toute l'actualité des DOM-TOM

L'association des parlementaires de la zone océan Indien planche sur un programme de « paix et stabilité »

30 avril 2016

L'AP-COI, de par la mise en réseau des parlementaires de la zone, « est appelée à jouer un rôle clé dans la promotion de la stabilité politique et le renforcement des institutions démocratiques notamment dans la perspective d'un futur programme régional « paix et stabilité » sur financement du 11ème Fonds européen de développement (FED) » est-il indiqué dans un communiqué de la commission de l'océan Indien (COI).

http://www.domtomactu.com/2016/04/30/lassociation-des-parlementaires-de-la-zone-ocean-indien-planche-sur-un-programme-de-paix-et-stabilite-2/

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : Le plan Marshall intégré dans le prochain budget

Prithviraj Roopun : « L'élimination de l'extrême pauvreté est à notre portée »

3 MAI, 2016



Les mesures prévues dans le Plan Marshall commandité par le gouvernement seront intégrées dans le budget 2016/17, indique le ministre de l'Intégration et de l'Autonomisation, Prithviraj Roopun. Ce dernier, qui intervenait à l'ouverture de la session régionale de l'ONG ATD Quart-Monde à Pont Praslin samedi, a annoncé que le plan a déjà été soumis au gouvernement. Il a, par la même occasion, annoncé que l'Observatoire de la Pauvreté est fin prêt et observé qu'il est possible d'éliminer l'extrême pauvreté avant la fin de l'actuel mandat gouvernemental.

Le gouvernement a reçu la version finale du Plan Marshall qui est actuellement en circulation dans les différents ministères, indique Prithviraj Roopun. De plus, l'Observatoire de la Pauvreté est fin prêt. Le ministre a également fait mention du registre social, qui constitue un outil important dans la mesure où il permet d'identifier avec précision les personnes vivant dans une situation de précarité. « Ce registre permet d'atteindre l'objectif d'une meilleure efficacité du système de protection sociale en constituant une liste unique et centralisée des familles éligibles », a-t-il expliqué.

Le Plan Marshall insiste sur le maintien de la pension universelle et prévoit une série de mesures concrètes afin d'accompagner efficacement ceux qui vivent dans la pauvreté extrême et les aider à être autonomes.

Le récent rapport de la Banque mondiale, lancée en mars 2016, souligne que la pauvreté absolue, qui désigne une situation dans laquelle les personnes ne disposent pas des biens de première nécessité pour leur

survie, concerne autour de 1 % de la population mauricienne.
Prithviraj Roopun observe que la pauvreté relative a augmenté, passant de 8,5 % en 2007 à 9,8 % en 2012. La Banque mondiale estime que la pauvreté relative à Maurice aurait reculé de façon prononcée si la richesse était équitablement distribuée et si l'inégalité ne s'était pas accentuée.
Plaçant la pauvreté dans un contexte national, le ministre observe que 88,9 % des habitants sont propriétaires de leur maison. 99,5 % ont accès à l'eau potable, l'électricité et à l'assainissement. « Le gouvernement est convaincu qu'il pourra éliminer l'extrême pauvreté à la fin de ce mandat », a insisté Prithviraj Roopun.
Le président du mouvement international ATD Quart-Monde, Cassam Uteem, s'est longuement appesanti sur l'histoire et l'action de l'organisation dans le combat contre la misère à travers le monde. « Dans tous ces grands enjeux mondiaux, ATD Quart-Monde a réussi, avec d'autres, à faire tenir en ligne de compte le sort et l'intérêt des populations les plus vulnérables de planète », dit-il. ATD Quart-Monde était accrédité à la COP21 en décembre dernier à Paris pour contribuer aux négociations en tant qu'observateur. En partenariat avec un groupe d'ONG défendant la référence aux droits de l'homme dans le texte de l'accord, ATD Quart-Monde a eu la satisfaction de voir figurer dans le texte de l'accord la notion de justice climatique, les obligations concernant les droits de l'homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des enfants, des personnes handicapés et des personnes en situation vulnérable.
La session régionale de formation d'ATD Quart-Monde à Pont Praslin est organisée en partenariat avec la Commission de l'Océan Indien, dont le président, Jean-Claude de l'Estrac, a également pris la parole. Parmi les personnalités qui participent à la session de formation qui prendra fin ce jeudi figurent Jacqueline Plaisir de la Délégation générale d'ATD Quart-Monde et Martine Le Corre, active au sein de l'organisation à Paris.

ATD Quart-Monde fondée par Joseph Wrezinski

Le mouvement international ATD Quart-Monde, présidé par l'ex-président de la République Cassam Uteem depuis 2014, est une organisation non gouvernementale sans affiliation religieuse ni politique, fondée en 1957 par le père Joseph Wrezinski, après l'expérience personnelle vécue au camp des sans-logis à Noisy-le-Grand, à quelques kilomètres de Paris. Le Mouvement est aujourd'hui présent dans une trentaine de pays en Afrique, en Amérique du Nord et du Sud, en Asie et en Europe et depuis plus d'un quart de siècle, également dans l'Océan Indien. Il s'appuie aussi sur un réseau de personnes engagées, dans une centaine de pays, par le biais d'associations, universités et instances politiques, qui permet un partage d'expériences des personnes qui agissent, s'investissent et s'engagent personnellement, très souvent dans l'ombre, auprès des populations pauvres de leurs pays. Ces actes sont souvent mis en valeur à l'occasion de la journée mondiale du refus de la misère, le 17 octobre. Proclamée par les Nations unies, pour la première fois en 1992, journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, suite à une pétition d'ATD Quart-Monde, dont le Président mauricien d'alors fut un des signataires, elle a surtout pour origine les rassemblements réguliers des défenseurs des droits de l'homme, des pauvres et des non-pauvres engagés dans un même refus de la misère à place du Trocadéro à Paris. Le mouvement ATD bénéficie d'un statut consultatif général du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), et d'un statut consultatif auprès de l'UNESCO, de l'UNICEF et du Bureau international du travail.

http://www.lemauricien.com/article/lutte-contre-la-pauvrete-plan-marshall-integre-prochain-budget

Coopération Régionale : Le programme Interreg « Océan Indien » augmenté de 80%

29 avril 2016



©JIR / Le Journal de Mayotte

Le programme opérationnel (PO) européen Interreg pour l'Océan Indien vient de prendre une nouvelle dimension. L'Union Européenne a décidé de revoir son enveloppe à la hausse et de nombreux projets sont en cours, dont un programme universitaire Erasmus pour l'Océan Indien.

Mercredi, Didier Robert, président de la Région Réunion, a reçu les délégations de 11 pays de la zone au 5ème programme opérationnel (PO) « Interreg » 2014-2020. L'évènement a été organisé par La Réunion dans le cadre de la continuité des négociations au sein de la Commission de l'Océan Indien. Première bonne nouvelle: l'Union Européenne a décidé de revoir son enveloppe à hausse, de près de 80%. Ainsi, elle sera portée à 63 millions d'euros pour la période 2014-2020. Pour La Réunion, qui gère ces fonds, c'est un gage de confiance, « *il faut envoyer un signal fort. Finie la réflexion !* », a déclaré l'émissaire de la Commission. Le programme a retenu cinq axes prioritaires. L'essentiel de cette enveloppe, soit 44% des 63 millions, sera consacrée à la Recherche et l'Innovation. Les projets consacrés à la santé et à la sécurité alimentaire seront alimentés par le budget réservé à la Recherche et l'Innovation, un pôle de protection des plantes devrait d'ailleurs être créé.

Un des autres axes forts de ce programme est l'internationalisation et la sécurisation des économies et notamment, le développement de la mise en réseau de entreprises. 20% de l'enveloppe leur seront consacrés. Pour la formation et la mobilité internationale, c'est le même montant qui leur sera accordé. L'objectif est d'accroitre le niveau de compétences et tous les Etats de la région semblent prêts à lancer un programme Erasmus pour l'Océan Indien. Enfin, 17% de cette enveloppe seront réservés à la gestion des risques climatiques et à la valorisation de l'identité culturelle et du patrimoine. A noter que le programme opérationnel européen « Interreg » englobe La Réunion-Mayotte, Madagascar, l'île Maurice, les Seychelles, l'Inde ou encore, la Tanzanie. Didier Robert et Lena Anderson

Pench, directrice générale de la politique régionale urbaine pour la Commission européenne, ont déploré l'absence de l'Afrique du Sud et du Sri Lanka au sein de cette instance.

http://outremers360.com/politique/cooperation-regionale-le-programme-interreg-ocean-indien-augmente-de-80/

Interview de Marie - Joseph Malé qui est aux commandes d'Air Austral depuis 2012 parle sur le Réseau Aviation dans l'océan Indien

BUSINESS MAGAZINE

Interview Marie - Joseph Malé (Président-Directeur Général) : «Air Austral prévoit d'augmenter ses fonds propres»

Business Magazine No. - 1233 - du mercredi 4 mai 2016 au mardi 10 mai 2016



«La COI à raison. Il faut aller vers une plus grande consolidation du réseau aérien dans la région»

Suite de la page 18

Par exemple, la tendance des compagnies est de densifier la classe affaires, alors que nous cherchons plutôt à proposer davantage d'espace : nous avons ainsi réduit le nombre de fauteuils à l'avant de l'appareil : 14 désormais contre 18 auparavant. Nous avons également pensé au confort et au divertissement des cabines arrière, en augmentant par exemple le nombre de films proposés au visionnage. De manière générale, nous sommes très réactifs pour tout ce qui touche à l'innovation et à la qualité de service.

BUSINESSMAG. Cela concerne les compagnies locales, mais qu'en est-il des compagnies aériennes du Golfe, par exemple ?

Si vous faites référence à Fly Emirates, nous ne pouvons pas considérer cette compagnie comme un concurrent direct, frontal. Certes, sur la destination France métropolitaine, elle peut présenter des attraits indiscutables, notamment en ce qui concerne le confort dans la cabine avant. Mais au départ de La Réunion, est-ce que cela vaut vraiment le détour, étant donné qu'il faudra effectuer un changement à Maurice et à Dubaï ?

BUSINESSMAG. Dans quelle mesure le ralentissement économique dans la zone euro a-t-il impacté sur vos activités ces dernières années ?

Nous en avons ressenti les effets plus particulièrement en 2014 et 2015. Depuis fin 2015, le contexte économique est moins oppressant. Puisque vous abordez le sujet du ralentissement économique, j'aimerais rappeler une crise plus puissante, au niveau local, qui a marqué les esprits et terni l'image de la destination Réunion pendant une longue période. C'est la crise requin. Le fait que les compagnies aériennes locales, et les professionnels du tourisme en général, commencent à surmonter cette crise ne doit pas nous faire oublier que parfois les causes d'un ralentissement ne sont pas forcément à rechercher du côté des seuls rouages comptables.



BUSINESSMAG. Justement, comment soutenez-vous le tourisme à La Réunion ?

De manière naturelle, je dirais en premier lieu que nous soutenons le tourisme local en ayant survécu, en assurant pleinement notre présence au sein du territoire réunionnais alors même que nous aurions pu disparaître en tant que compagnie. Avec le maintien à flot d'Air Austral, c'est le pavillon français qui est à l'honneur, au travers d'une compagnie basée et de belle envergure. Si l'on avait eu à déplorer la disparition d'Air Austral, imaginez le nombre de liaisons que l'on aurait supprimées, une perte pour le tourisme vers La Réunion, mais aussi au départ de La Réunion. La phase de survie étant dépassée, nous allons redéployer nos capacités pour rayonner dans l'océan Indien. Dans ce sens, nous aimerions développer nos capacités sur Madagascar, l'Inde et même la Chine.

Par ailleurs, nous nous sommes engagés à promouvoir la destination Réunion au travers de notre nouvelle image. Depuis 2014, les photos du Trou de Fer, du Sud sauvage et du Piton de La Fournaise que l'on doit à Serge Gélabert ornent nos avions pour valoriser cette identité réunionnaise dont nous sommes fiers.

«LA COI A RAISON. IL FAUT ALLER VERS PLUS DE CONSOLIDATION DU RÉSEAU AÉRIEN DANS LA RÉGION»

BUSINESSMAG. Qu'en est-il de l'Alliance Vanille ?

L'Alliance Vanille est un schéma de coopération multilatérale pour développer le trafic, renforcer l'offre touristique, faciliter les affaires, accroître les échanges commerciaux, bref assurer une meilleure connectivité des îles de la région de l'océan Indien. Concrètement, cela peut se traduire par une modification ou une meilleure synchronisation des horaires de vols pour améliorer les correspondances, par exemple. Avec les différentes compagnies partenaires de ce projet (Air Mauritius, Air Madagascar et Air Seychelles), nous avons déjà repéré des chantiers pour œuvrer en commun. Toutefois, depuis quelques mois, le processus tourne un peu au ralenti. Il faut dire que les autres compagnies sont accaparées par des difficultés structurelles qui leur laissent peu de temps en ce moment pour une action concertée. Mais nous sommes tous conscients que le regroupement des compagnies de l'Alliance doit trouver sa place. Chez Air Austral, nous croyons en son efficacité : encore quelques ajustements, et ce sera un instrument indispensable.

BUSINESSMAG. Que pensez-vous des propositions de la Commission de l'océan Indien (COI) pour renforcer la connectivité dans la région, notamment l'idée de la création d'une compagnie aérienne régionale ?

Sur le fond, sur l'intention, la COI a raison. Il faut aller vers plus de consolidation du réseau aérien dans la région. Elle a d'ailleurs proposé plusieurs cas de figure, des hypothèses pour aller en ce sens : proposer l'intervention d'un partenaire commun à toutes les compagnies concernées, créer une compagnie à bas coût dédiée aux lignes régionales. Concernant l'idée de création d'une compagnie aérienne régionale, encore faut-il se mettre d'accord sur les modalités d'une telle action. Il vaut mieux parler en termes d'alliance ou bien de fusion, quitte à gommer les identités de compagnies qui tiennent à s'affirmer comme entités autonomes au sein de leur espace aérien et régional. La volonté de coopération des compagnies ne doit pas masquer qu'elles sont toutes différentes. Il faut prendre en considération l'indépendance de chaque acteur. Et c'est bien là le défi. Pour récapituler, la tendance à la consolidation régionale est pertinente. À nous, les compagnies de la région, de trouver les solutions pour y arriver en collaborant intelligemment, au travers d'initiatives comme l'Alliance Vanille.

http://www.businessmag.mu/article/marie-joseph-male-air-austral-prevoit-daugmenter-ses-fonds-propres

Pêche

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

PREMIÈRE DE “VEY NOU LAGON” : Émouvant plaidoyer d’Alain Wong pour la protection de nos lagons

3 MAI, 2016



Délaissant son discours officiel, le ministre de l’Environnement, Alain Wong, a fait un émouvant plaidoyer pour le respect et la préservation de nos lagons. C’était hier au Cinéma Star de Bagatelle, dans le cadre de la grande première de Vey Nou Lagon, un documentaire de Zara Currimjee et Vanina Harel. Nageur émérite, Alain Wong a déjà effectué à la nage en juin 1999, le tour de l’île par étapes.

Délaissant son discours officiel, le ministre de l’Environnement, Alain Wong, a fait un émouvant plaidoyer pour le respect et la préservation de nos lagons. C’était hier au Cinéma Star de Bagatelle, dans le cadre de la grande première de Vey Nou Lagon, un documentaire de Zara Currimjee et Vanina Harel. Nageur émérite, Alain Wong a déjà effectué à la nage en juin 1999, le tour de l’île par étapes.

« Nous avons détruit nos lagons par cupidité et par gourmandise », a d’emblée lancé Alain Wong. « Cupidité, parce que nous ne savions pas que les ressources de la mer étaient épuisables. Gourmandise, parce qu’avec la croissance économique, nous avons continué à organiser de nombreuses activités dans nos lagons. Si nos plages sont aujourd’hui érodées, c’est parce que nous n’avons plus de barrières coralliennes pour les protéger ».

Pour démontrer l’ampleur de cette dégradation, le ministre a cité les noms pittoresques de poissons aujourd’hui disparus : “lamamm”, “barbe”, “ziblo”, “ourit disab”, “lezar”, “zwit darzan”. « À Poste-de-Flacq, là où se trouve aujourd’hui l’hôtel St Géran, on plongeait les yeux fermés pour

remonter de gros coraux avec 200 “zwit darzan” », se rappelle-t-il. Et Alain Wong de demander : « Quel est celui parmi vous qui laisserait son hors-bord au garage pour ne pas polluer le lagon ? Qui est ce pêcheur qui ne pousserait pas sa “gal” (long baton) dans le lagon pour éviter de détruire les coraux ? »

Le ministre de l’Environnement a alors plaidé pour des mesures afin de protéger les ressources marines. « Le gouvernement doit prendre de courageuses initiatives aujourd’hui ». Parmi ces mesures : la création de voies navigables balisées. « Les bateaux ne peuvent naviguer n’importe où », a-t-il martelé, avant de saluer la valeur éducative du documentaire de Zara Currimjee et Vanina Harel (voir encadré).

Ce qu’a également fait le ministre de l’Économie océanique, Prem Koonjoo, en accueillant leur décision de projeter le documentaire à travers l’île. Prem Koonjoo devait dès lors plaider pour davantage de sensibilisation de la population à la protection des ressources marines.

Le Secrétaire général de la **Commission de l’océan Indien (COI),** Jean-Claude de l’Estrac, a de son côté vanté les mérites de la fermeture du lagon à Rodrigues. Il a exhorté les pêcheurs mauriciens à suivre l’exemple de leurs confrères rodriguais.

Auparavant, Zara Currimjee et Vanina Harel ont présenté leur documentaire. « Notre océan fait partie de notre existence, notre histoire et notre culture. Notre économie en dépend. Nous sommes deux jeunes Mauriciennes, témoins de la dégradation de nos lagons au fil de ces récentes années », a expliqué Vanina Harel. « Nous souhaitons tous que notre océan redevienne sain, regorgeant des poissons d’autrefois et de coraux en pleine santé. Par le biais de notre site, nous faisons un appel à l’action pour agir tous ensemble afin de restaurer la santé et la productivité de nos océans. Nous avons besoin de vous », a pour sa part plaidé Zara Currimjee.

Vey nou lagon est un court-métrage qui s’inspire de la vie d’un pêcheur mauricien artisanal et de sa famille. « Par leurs récits, ils nous font découvrir les lagons mauriciens et ainsi prendre conscience de la dégradation qui s’y opère », ont ajouté les deux réalisatrices.

http://www.lemauricien.com/article/premiere-vey-nou-lagon-emouvant-plaidoyer-d-alain-wong-la-protection-nos-lagons

Environnement



02 Mai

ACCUEIL ECONOMIE REFLETS POLITIQUE SPORTS CULTURE FAITS DIVERS ELUCUBRATIONS CAR

CONTACT PHOTOS ET VIDEOS TECH FIM 2015 RECHERCHER

Tsy resy lahatra amin'ny fanazavana... : raikitra indray ny savorovoro amin'ny afitsoky ny Jirama

Exposition : « Le peuple caché » s'illustre au pays

Par Les Nouvelles sur 30/04/2016

L'entomologiste et photographe, Antoine Franck, s'illustre dans toute la Grande Île à travers son exposition baptisée «Microportraits du peuple caché de nos cultures». Celle-ci aura lieu au mois de mai jusqu'en novembre prochain.

«Cachés dans nos jardins et nos cultures, ils jouent un rôle majeur dans l'équilibre fragile de la biodiversité terrestre. Par leur abondance et la diversité de leur régime alimentaire, les insectes sont indispensables au bon fonctionnement des écosystèmes. Une meilleure sensibilisation du grand public contribuera à une meilleure protection de la biodiversité de la région», peut-on lire dans un communiqué parvenu à la rédaction.

Cette initiative est issue d'une étroite collaboration entre la Commission de l'océan Indien, le ministère de l'Environnement, de l'écologie et des forêts, l'ambassade de France à Madagascar et le Centre de coopération international en recherche agronomique pour le développement (Cirad). L'Institut français de Madagascar (IFM) accueillera cette exposition du 2 au 10 mai prochain avant de mettre le cap sur d'autres régions.

«La beauté de cet univers, difficilement perceptible à l'œil nu, a été immortalisée par Antoine Franck, entomologiste photographe du Cirad, grâce à un système d'imagerie sophistiqué», poursuit-on.

Composée de 16 tableaux, cette exposition mettra ainsi en valeur la beauté des insectes de l'océan Indien qui constituent l'embranchement le plus riche en espèces du règne animal. En effet, trois animaux sur quatre sont des insectes. Ces clichés seront visibles jusqu'au mois de novembre prochain dans le cadre de plusieurs célébrations dans la Grande Île à savoir, la Journée internationale de la biodiversité, la Journée mondiale de l'environnement et le sommet de la Francophonie.

Joachin Michaël

http://www.newsmada.com/2016/04/30/exposition-le-peuple-cache-sillustre-au-pays/

Le Défi QUOTIDIEN

05/05/2016

Sécurité alimentaire : les autorités mauriciennes s'intéressent au riz de Madagascar

Un nouveau projet de sécurité alimentaire de la Commission de l'océan Indien (COI) à Madagascar pourrait permettre au pays de faire des économies sur les frais d'importation. Le projet bénéficiera du soutien du ministère de l'Agro-industrie, ainsi que les autres pays membres de la COI qui veulent mobiliser 150 millions de dollars pour le projet. Le Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) veut transformer Madagascar en grenier de la région. Un projet que Mahen Seeruttun, ministre de l'Agro-industrie, dit soutenir. « *Actuellement, notre riz provient essentiellement du Pakistan et de l'Inde, mais si Madagascar en produit en quantité suffisante, cela réduira les frais de transport et consolidera la sécurité alimentaire de la région* », précise Mahen Seeruttun. Outre le riz, Maurice a également pris l'engagement d'importer 500 tonnes d'oignons de la Grande île, rappelle le ministre. Du côté de la COI, on dresse la liste de plusieurs autres produits : le manioc, le maïs, l'oignon, les haricots secs, la viande rouge (zébu, chèvre), la volaille et les produits halieutiques. Le succès du programme dépend également beaucoup du secteur privé qui obtiendra plus de 100 millions de dollars. La création de *clusters* agricoles, l'appui aux organisations de producteurs, l'amélioration de l'accès aux financements bancaires et le développement de produits d'assurance agricole font partie des objectifs que vise la COI avec ce financement. Des 150 millions de dollars qui devraient être mobilisés sur cinq ans, 13 millions iront au développement du commerce intrarégional.

Ronnie Antoine

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

SÉMINAIRE DU 30 MAI AU 2 JUIN : La sécurité alimentaire régionale évoquée par la COI et la FAO

29 APRIL, 2016



Le Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) fera l'objet d'un atelier de travail organisé par la Commission de l'océan Indien (COI) du 30 mai au 2 juin à Maurice. Ce séminaire s'inscrit dans le cadre du programme de renforcement des capacités en nutrition et de développement agricole de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) établi à l'attention des États membres de la COI.

Le PRESAN a pour objectif de contribuer activement à la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'Indianocéanie en faisant de Madagascar le « grenier de l'océan Indien ». Cet objectif, chiffré à USD 150 millions sur cinq ans, passe par l'accroissement des productions agricoles d'intérêt régional, l'augmentation de leur productivité, la réduction de la dépendance régionale aux importations de produits agricoles et alimentaires, la relance d'un commerce intrarégional de produits agricoles et halieutiques, et la mise en place d'une réponse adaptée à l'insécurité nutritionnelle.

« Le PRESAN tire des leçons d'expériences antérieures menées en Afrique continentale et s'intègre dans le programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique du NEPAD. Ses instruments d'action ont été conçus pour inciter les acteurs publics et privés des différents États membres à joindre leurs efforts dans le strict respect du principe de subsidiarité et, donc, dans la limite d'actions à vocation régionale », souligne le secrétaire général de la COI, Jean-Claude de l'Estrac.

Le PRESAN a été présenté aux principaux bailleurs et partenaires techniques, travaillant pour le développement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'Indianocéanie, lors d'un atelier de travail organisé mardi par la COI et la FAO à Madagascar. Il a été réalisé grâce à une collaboration étroite entre les deux organismes précités et s'inscrit dans la continuité des réflexions de la COI lors de la conférence de Mahajanga de

mars 2013 et de la conférence des bailleurs pour la sécurité alimentaire tenue à Antananarivo en février 2015.
Pour assurer la mise en œuvre de ce programme régional, une Unité régionale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la COI (COI-URSAN) a été instituée et disposera d'un siège social à Antananarivo. Ce programme a également été présenté à Abidjan le 6 avril au directeur général de la FAO et aux ministres africains de l'agriculture et des pêches dans le cadre de la 29e conférence régionale de la FAO pour l'Afrique.
L'appui technique et la formulation du PRESAN ont été réalisés grâce à un financement de la coopération allemande dans le cadre des programmes de développement agricole en Afrique subsaharienne.

http://www.lemauricien.com/article/seminaire-du-30-mai-au-2-juin-la-securite-alimentaire-regionale-evoquee-la-coi-et-la-fao

Tourisme

Le Défi QUOTIDIEN

05/05/2016

Tourisme : continuer sur la bonne lancée

Pas question de se reposer sur ses lauriers. Après les bons résultats des arrivées en 2015, les opérateurs touristiques espèrent que des mesures seront annoncées dans le Budget pour maintenir cette tendance.

Le secteur du tourisme a connu une année record en 2015 avec 1,51 million de visiteurs, soit une progression de 10,9 % en un an. L'Association des hôteliers et restaurateurs de l'île Maurice (Ahrim) se félicite de cette progression. Néanmoins, elle estime que des efforts sont encore nécessaires pour maintenir cette tendance. L'association évoque trois axes prioritaires quant à ses attentes dans le cadre de la préparation du Budget 2016-2017. Il s'agit de l'image (*branding*) de la destination, de la main-d'œuvre dans le secteur touristique ainsi que de la fiscalité et du cadre régulateur.

L'Ahrim préconise une modernisation de l'image de marque de la destination mauricienne. Cela passe par un renforcement de la connectivité aérienne. « *Nous encourageons vivement le gouvernement à continuer de capitaliser sur le potentiel de l'ouverture aérienne en positionnant Maurice comme le principal pôle de l'hémisphère Sud. Une mise à jour, un alignement et une modernisation du* Bilateral Aviation Safety Agreement *vont renforcer l'accès aérien, conduisant ainsi à une croissance du tourisme* », a indiqué Grégory de Clerk, président de l'Ahrim, au cours des consultations avec sir Anerood Jugnauth, Premier ministre et ministre des Finances, le 20 avril 2016.



L'Association des hôteliers et restaurateurs de l'île Maurice préconise une modernisation de l'image de marque de la destination mauricienne.

PORTAIL INTERNET NATIONAL

Toujours au niveau de l'image de marque, l'Ahrim souligne l'importance des nouvelles technologies dans le cadre de la promotion de la destination. L'association demande ainsi la création d'un portail Internet national et le développement du marketing en ligne.

Au niveau de la main-d'œuvre, l'Ahrim suggère un réalignement des formations aux attentes des employeurs. L'association cite, par exemple, l'introduction de diplômes équivalents au certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et au brevet d'études professionnelles (BEP) français. Enfin, pour ce qui est de la fiscalité et du cadre régulateur, l'Ahrim estime qu'il faut un réalignement des régimes fiscaux des opérateurs touristiques, peu importe leur corps de métier.

Peu de recommandations formulées par son association lors des précédentes consultations prébudgétaires ont été mises à exécution par le gouvernement, selon Ajay Jhurry, président de l'Association of Tours Operators (ATO). Pour lui, la priorité reste la diminution de l'écart entre les Petites et moyennes entreprises (PME) et les grandes entreprises.

« *La marge de manœuvre n'est pas très grande, mais il faut donner de l'importance aux décisions politiques autres que fiscales. Il faut envisager des mesures pour que les PME se rapprochent des grandes entreprises. Ces dernières ont des attentes différentes des PME. Il faut intégrer les PME afin que tout le monde y trouve son compte. Nous ne demandons pas des mesures qui ne seront, de toute façon, pas mises en œuvre* », affirme le président de l'ATO.

Ajay Jhurry estime que les agences réceptives de petite taille ne se retrouvent pas dans le circuit traditionnel et doivent ainsi recevoir des outils adaptés pour pouvoir développer leurs propres marchés. Il indique que ces PME sont en difficulté car les tours-opérateurs étrangers favorisent les plus grandes entreprises locales.

« *Au niveau de l'accès aérien, nous avons le même problème, si la majorité des sièges sont réservés par les grandes agences réceptives. À l'échelle des hébergements, nous demandons que les matériaux de construction et les équipements soient exemptés de droits de douane ou vendus avec un taux de taxation plus faible. Nous demandons aussi une assistance pour le marketing sur les marchés à l'étranger* », conclut Ajay Jhurry.

Patrice Donzelot
patrice@defimedia.info